



L'Iran, grand gagnant de la politique chinoise au Moyen-Orient ?

Jean-Loup SAMAN

► Points clés

- L'intervention de la Chine en tant que médiateur dans l'accord récent entre l'Arabie Saoudite et l'Iran montre l'ambition croissante de Pékin dans la région du Golfe persique.
- La relation sino-iranienne est asymétrique, l'Iran étant dépendant de la Chine, son premier partenaire commercial, face aux sanctions internationales. Inversement, Téhéran n'est qu'un partenaire parmi d'autres pour Pékin.
- Ces dernières années, la Chine a cherché à rééquilibrer sa politique régionale en renforçant ses liens avec les monarchies du Golfe, ce qui a suscité des inquiétudes en Iran. Or, la révélation de l'accord saoudo-iranien ne montre pas seulement que Pékin s'appuie sur sa proximité tant avec Riyad qu'avec Téhéran. Il laisse transparaître un rééquilibrage de l'espace régional, dont l'Iran pourrait être le principal gagnant.
- L'enjeu des politiques menées par Pékin au Moyen-Orient n'est pas de savoir si cette expansion peut mener à un conflit dans la zone entre les États-Unis et la Chine. Il s'agit plutôt de mesurer combien la compétition entre les deux grandes puissances influe sur les rapports de force locaux, et risque *in fine* d'ajouter de l'instabilité à la région.

Introduction

Le 10 mars dernier, la révélation d'un accord entre l'Arabie Saoudite et l'Iran obtenu *via* une médiation chinoise prend par surprise les observateurs et diplomates occidentaux. Sans précédent, l'intervention de Pékin dans le contentieux opposant Riyad et Téhéran confirme ses ambitions grandissantes à l'égard de la région.

Au cours de ces dernières années, la plupart des analyses mettaient l'accent sur l'expansion des liens entre la Chine de Xi Jinping et les monarchies arabes du Golfe, en particulier l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis (EAU). Le volume des échanges économiques entre la Chine et la péninsule arabique ou encore la densification de leurs relations diplomatiques semblaient révéler un rééquilibrage de la politique de Pékin, historiquement proche du régime iranien, vers les États du Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCEAG).

Or l'accord saoudo-iranien conduit à nuancer cette hypothèse : en se positionnant comme médiateur entre les deux rives du Golfe persique, Xi Jinping a réussi à faire de sa relation historique avec l'Iran non plus un obstacle, mais un atout diplomatique. Ce faisant, Pékin peut aujourd'hui s'affirmer comme le garant d'une stabilité régionale qui s'appuierait sur sa proximité tant avec Riyad qu'avec Téhéran. Comme le souligne Clément Therme, on peut voir ici des similitudes avec la politique américaine des années soixante-dix qui traitait la monarchie saoudienne et le régime du Shah iranien comme les « piliers » de sa stratégie régionale¹.

La médiation chinoise conduit aussi à un autre développement non anticipé de la politique chinoise au Moyen-Orient : le renforcement du régime iranien. Alors que la République islamique était affaiblie par une crise économique, du fait des sanctions internationales, et une crise sociale, à travers les manifestations contre le port du voile, l'accord constitue pour elle une victoire lui permettant de sortir de son isolement régional et d'espérer des retombées commerciales vitales. L'Iran pourrait ainsi faire figure de grand gagnant de ce processus de reconfiguration du Moyen-Orient, à l'ombre de la compétition sino-américaine.

Pour saisir cette nouvelle donne régionale, cette note retrace l'évolution du partenariat sino-iranien en revenant tout d'abord sur son caractère fondamentalement asymétrique : la relation bilatérale est beaucoup plus essentielle pour Téhéran qu'elle ne l'est pour Pékin. Nous montrons ensuite comment la Chine a procédé au rééquilibrage de sa politique régionale en faveur des monarchies du Golfe. Enfin, nous discutons les retombées potentielles pour l'Iran de cette médiation chinoise entre Téhéran et Riyad.

1. C. Therme, « Iran–Arabie saoudite : un compromis diplomatique sous l'égide de Pékin », *The Conversation*, 16 mars 2023, disponible sur : www.theconversation.com.

Un partenariat sino-iranien de nature asymétrique

Contrairement au rapprochement récent entre Pékin et les monarchies du Golfe, le partenariat sino-iranien est ancien. Les dirigeants des deux pays aiment d'ailleurs mettre en avant les échanges entre les civilisations perse et chinoise dès l'antiquité. À l'époque moderne, les relations diplomatiques entre les deux pays sont toutefois restées longtemps modestes. La monarchie iranienne des Pahlavi, ancrée dans l'orbite anglo-américaine, a gardé ses distances avec les communistes de Pékin et maintenu des liens – certes réduits – avec les nationalistes réfugiés à Taïwan. En 1971, le Shah décide de changer la donne : souhaitant ménager ses relations avec le camp communiste, et observant le rétablissement des échanges entre l'administration Nixon et la Chine de Mao, il reconnaît la République populaire de Chine en 1971.

Il faut néanmoins attendre la décennie suivante pour que la relation bilatérale prenne son essor. Durant les années quatre-vingt, le rapprochement est guidé par diverses motivations : d'une part, la volonté chinoise de sécuriser une source d'approvisionnement énergétique avec un pays du Golfe qui soit hors de l'orbite américaine ; d'autre part la nécessité pour la jeune République islamique d'Iran de trouver des alternatives diplomatiques après sa mise au ban par les pays occidentaux suite à la révolution de 1979.

Dès le début, la relation bilatérale se définit par une asymétrie qui ne va cesser de se creuser au gré de l'isolement international de l'Iran et de la montée en puissance économique et politique de la Chine. Celle-ci joue un rôle essentiel pour maintenir à flot l'économie iranienne face au régime de sanctions qui l'étrangle. La Chine est ainsi devenue, pour les dix dernières années consécutives, le premier partenaire commercial de l'Iran. À l'inverse, l'Iran n'est ni une priorité stratégique de Pékin, ni même une source majeure de croissance. L'évolution des échanges dans le domaine des hydrocarbures reflète ces fluctuations. La production pétrolière iranienne représente aujourd'hui entre 7 et 8 % des importations chinoises, mais c'était à peine 1 % de la consommation d'hydrocarbures de Pékin à la fin des années 2010. En d'autres termes, Téhéran n'est qu'un partenaire énergétique parmi d'autres pour une Chine soucieuse de diversifier l'origine de ses approvisionnements². Les analystes notent par ailleurs la difficulté à quantifier précisément le volume de la consommation chinoise de pétrole iranien, une partie de celle-ci transitant, non déclarée, *via* les Émirats arabes unis ou la Malaisie avant d'être acheminée vers les ports chinois³.

La relation sino-iranienne se définit par une asymétrie qui ne cesse de se creuser.

2. « Country Analysis Executive Summary: China », U.S. Energy Information Administration, 2 août 2022, p. 5, disponible sur : www.eia.gov.

3. « China-Iran Trade Report », Bourse and Bazaar Foundation, décembre 2022, disponible sur : www.bourseandbazaar.com.

L'Iran entend également attirer les capitaux chinois dans le cadre de la politique de la Nouvelle route de la soie de Xi Jinping. Cette posture renvoie à la volonté de Téhéran de se rapprocher des puissances asiatiques – politique en direction de l'Orient formulée au milieu des années 2000 par l'ancien président Mahmoud Ahmadinejad et reprise à son compte par le guide suprême de la Révolution, l'Ayatollah Ali Khamenei. Ce dernier affirmait⁴ en 2018, « nous devrions nous focaliser sur l'Orient, notre inclination pour l'Occident n'est qu'une perte de temps ».

Une bonne partie des investissements chinois dans le pays porte ainsi sur le développement des infrastructures. En 2017, le China International Trust Investment Corporation Group a annoncé le financement de plusieurs projets industriels à hauteur de 10 milliards de dollars⁵. On retrouve par ailleurs les grands groupes chinois tels que Sinopec, Sinomach ou encore Norinco impliqués dans de nombreux chantiers en Iran, notamment liés aux champs pétrolifères et au réseau ferroviaire. La présence chinoise reste cependant encore modeste dans les infrastructures portuaires. L'Inde, qui investit depuis plusieurs années dans l'un des terminaux du port iranien de Chabahar, scrute avec méfiance le flux de navires civils chinois qui accostent sur place⁶. Mais notons que Pékin a ouvert en décembre 2022 un consulat dans la cité portuaire de Bandar Abbas, laissant penser que la Chine pourrait préparer une présence maritime plus ample dans les années à venir – Bandar Abbas abrite aussi le quartier général de la composante navale des Gardiens de la révolution islamique.

Les chiffres conduisent en réalité à relativiser l'importance de l'Iran dans le projet de route de la soie de Xi. Le China Global Investment Tracker, mis en place par l'American Enterprise Institute, permet de mesurer le volume de ces échanges : au total, la Chine aurait passé pour environ 26,56 milliards de dollars de contrats d'investissements et de construction avec les autorités iraniennes sur la période 2005-2022. Dans l'absolu, un tel chiffre pourrait laisser penser que Téhéran est un partenaire majeur de Pékin dans la zone. Mais l'Iran souffre de la comparaison avec ses voisins : le montant s'élève à 39,23 milliards de dollars pour les EAU et à 52,12 milliards de dollars pour l'Arabie Saoudite⁷.

Le partenariat sino-iranien apparaît également limité dans le domaine militaire. À partir des années quatre-vingt la Chine est devenue un fournisseur direct, et parfois indirect (via la Corée du Nord), de Téhéran en matière d'armement. Selon les données de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), l'industrie d'armement chinoise représente sur les trente dernières années 28,5 % des importations iraniennes de matériels de guerre, la plaçant au second rang – bien loin derrière la Russie

4. H. Fan, « China-Iran Relations from the Perspective of Tehran's Look East Approach », *Asian Affairs*, vol. LIII, n° 1, 2002, p. 53.

5. « China's Investments in Iran Surge as those Coming from Western Nations Flounder », *Japan Times*, 1^{er} décembre 2017, disponible sur : www.japantimes.co.jp.

6. « China Establishes First Direct Shipping Line to Iran's Chabahar Port », *Statecraft*, 2 janvier 2023, disponible sur : www.statecraft.co.in.

7. Chiffres tirés du China Global Investment Tracker, disponible sur : www.aei.org.

toutefois. L'Iran s'est doté de nombreux systèmes chinois, allant des armes légères aux chars et aux avions de combat (Chengdu J-7)⁸. Le secteur des missiles balistiques est celui dans lequel les Iraniens ont le plus bénéficié des technologies chinoises, qu'il s'agisse du Silkworm employé par Téhéran contre des navires koweïtiens durant la guerre Iran-Irak des années quatre-vingt, ou plus tard du missile de croisière antinavire C-802. Ce dernier sera même transféré par le régime iranien à des acteurs non étatiques tels que le Hezbollah libanais (qui l'a utilisé contre la corvette israélienne Hanit durant la guerre de 2006) et les Houthis au Yémen⁹. La Chine n'est pas signataire du Missile Transfer Control Regime qui entend prévenir ce type de prolifération. Néanmoins, l'ampleur de cette coopération balistique avec le régime iranien indispose les États-Unis, qui ont placé sous sanction plusieurs sociétés basées en Chine.

Par ailleurs, à partir du début des années quatre-vingt-dix, Pékin a fourni une aide technique au programme nucléaire iranien, notamment en formant des ingénieurs iraniens¹⁰. Rien n'indique toutefois que la Chine ait souhaité à travers cette coopération contribuer au volet militaire du programme.

Il est important de rappeler que la majeure partie de cette coopération militaire a été réalisée durant les années 1990 et 2000, et que la Chine n'a publiquement pas transféré d'armement à l'Iran depuis 2015¹¹. Au cours des dernières années, de nombreuses spéculations ont cependant circulé, en particulier sur l'éventualité que l'Iran acquière l'avion de combat léger J-10C. Pékin semble jusqu'ici ne pas avoir franchi le pas¹².

Le rééquilibrage de la position chinoise dans le Golfe persique

Ces dernières années, la relation sino-iranienne a été marquée par le rapprochement majeur entre Pékin et les monarchies arabes de l'autre côté du Golfe persique. Ce mouvement qui s'apparente à une forme de rééquilibrage de la politique chinoise dans la région a suscité l'appréhension des cercles dirigeants iraniens, qui veulent maintenir leurs liens privilégiés avec la Chine.

C'est pourquoi Téhéran a célébré en grande pompe la finalisation en mars 2021 d'un accord de « partenariat stratégique global », une terminologie conférée dans la région par Pékin seulement à l'Arabie Saoudite et aux EAU. En substance, ce partenariat ne recouvre

8. D. Esfandiary et A. Tabatabai, *Triple Axis: Iran's Relations with Russia and China*, Londres, I.B. Tauris, 2018, p. 132.

9. N. Polmar, « U.S. Navy: Hezbollah Attack: Lessons for the LCS? », *Proceedings*, US Naval Institute, septembre 2006, disponible sur : www.usni.org ; A. Almeida, J. Vaughan et M. Knights, « Houthi Antishipping Attacks in the Bab al-Mandab Strait », Washington Institute for Near East Policy, 6 octobre 2016, disponible sur : www.washingtoninstitute.org.

10. « Iran Nuclear Overview », *Fact Sheet*, Nuclear Threat Initiative, 25 juin 2020, disponible sur : www.nti.org.

11. Cf. la base de données du SIPRI, disponible sur : www.armstrade.sipri.org.

12. M. Chan, « China Hesitant over J-10C Barter Deal with Cash-Strapped Iran: Experts », *South China Morning Post*, 15 avril 2021, disponible sur : www.scmp.com.

ni garanties de sécurité ni mécanismes l'apparentant à une alliance militaire. Mais il est tout de même considéré comme le second niveau le plus élevé dans la nomenclature diplomatique chinoise¹³. La mise en œuvre de ce « partenariat stratégique global » avait été annoncée dès janvier 2016 lors d'une visite de Xi Jinping à Téhéran, quelques mois après la signature de l'accord nucléaire entre l'Iran et la communauté internationale. Néanmoins, le développement du partenariat a pris cinq longues années, suggérant que l'Iran a été relégué au second plan face à l'expansion, au même moment, des liens entre la Chine et les monarchies du Golfe¹⁴.

L'idée selon laquelle Pékin se détourne de Téhéran pour lui préférer les pays du Golfe finit par s'imposer¹⁵. En décembre 2022, la visite de Xi Jinping en Arabie Saoudite montre l'importance que le leader chinois entend conférer à sa relation avec Riyad¹⁶. Au cours de ce séjour, une prise de position chinoise sur un contentieux territorial opposant les EAU et l'Iran provoque l'ire de Téhéran : dans la déclaration conjointe entre le CCEAG et la Chine, les deux parties font référence à trois îles (Abou Moussa, la grande et la petite Tunb) contrôlées par l'Iran et soutiennent la position émirienne exigeant leur retour aux EAU¹⁷. Que le CCEAG tienne cette position ne surprend pas, mais l'adhésion chinoise est alors interprétée à Téhéran comme une véritable trahison et l'ambassadeur chinois est immédiatement convoqué par le gouvernement iranien¹⁸. L'épisode ne va pas plus loin mais il imprègne la visite, deux mois plus tard, du président iranien Ibrahim Raïssi en Chine – la première visite d'un chef d'État iranien en Chine en vingt ans.

Durant la visite de Raïssi, Xi ménage les susceptibilités iraniennes et soutient la demande de Téhéran concernant la levée des sanctions économiques visant le régime en raison de son programme nucléaire. Les deux leaders rejettent ensemble la responsabilité de l'effondrement de l'accord de 2015 sur les États-Unis. Le message diffère clairement de la position soutenue par Xi à Riyadh deux mois plus tôt, lorsqu'il avait appelé l'Iran à mieux coopérer avec l'Agence internationale de l'énergie atomique. Dans la foulée, une série d'accords bilatéraux – principalement dans le domaine économique – est signée et une prochaine visite de Xi à Téhéran annoncée. Enfin, Pékin réitère son soutien à la demande d'adhésion de l'Iran à l'Organisation de coopération de Shanghai en cours de finalisation.

13. « Quick Guide to China's Diplomatic Levels », *South China Morning Post*, 20 janvier 2016, disponible sur : www.scmp.com.

14. J. Fulton, « The China–Iran Comprehensive Strategic Partnership: A Tale of two Regional Security Complexes », *Asian Affairs*, vol. 53, n° 1, 2022, p. 147, p.145-163.

15. *Ibid.*, p. 153.

16. J.L. Samaan, « L'Arabie saoudite face à la compétition sino-américaine : la tentation du pivot de Mohammed bin Salman », *Briefing de l'Ifri*, Ifri, 8 mars 2023, disponible sur : www.ifri.org.

17. Cf. le texte de la déclaration : « Statement of the Riyadh Summit for Cooperation and Development between the GCC and the People's Republic of China », Saudi Press Agency, 9 décembre 2022, disponible sur : www.spa.gov.sa.

18. « Iranians Slam China's Endorsement of UAE Territorial Claim », Iran International Newsroom, 11 décembre 2022, disponible sur : www.iranintl.com.

En somme, le voyage du président iranien à Pékin semble s'apparenter à un cadeau de consolation après la rencontre entre Xi et les leaders du CCEAG. Cette perception est néanmoins balayée le mois suivant, lorsque le ministre des Affaires étrangères chinois Wang Yi pose devant les caméras en médiateur entre les conseillers à la sécurité nationale iranien et saoudien.

Au-delà de la surprise entourant l'accord de mars dernier, une des grandes inconnues porte sur la volonté de Pékin d'aller au-delà du rôle de médiateur pour assurer celui de garant de la bonne exécution de l'accord saoudo-iranien. Le porte-parole du Conseil de sécurité nationale américain, John Kirby, note qu'il « reste à voir si les Iraniens accomplissent leur part de l'accord. Ce n'est pas un régime qui en règle générale tient sa parole¹⁹. » L'asymétrie évoquée plus haut dans la relation sino-iranienne offre *a priori* un levier considérable pour Pékin pour motiver ou contraindre Téhéran à respecter les termes du document, succinct au demeurant²⁰.

On peut s'interroger sur la détermination de la Chine à agir, en cas de résurgence des tensions entre les deux puissances du Golfe. Pour l'heure, les diplomates chinois entretiennent la dynamique diplomatique – ils ont réuni les ministres des Affaires étrangères saoudiens et iraniens à Pékin le 6 avril dernier. Au-delà de son caractère symbolique, cette rencontre entendait concrétiser les implications de l'accord, notamment sur les volets de la réouverture des ambassades et la relance des relations commerciales bilatérales. Dans son discours²¹, le ministre chinois Qin Gang a réaffirmé que son pays œuvrait pour garantir la stabilité de la région et la défendre contre toute « interférence » étrangère. Le propos se présente comme une critique à peine voilée de la politique américaine. Mais il n'échappe pas à une contradiction inhérente à l'idée chinoise de soutenir les acteurs locaux face à des interférences externes, tout en se proposant comme médiateur de substitution dans un rôle traditionnellement dévolu aux États-Unis.

Jusqu'ici, le régime chinois pouvait arguer de sa distance à l'égard des crises de la région : son rôle diplomatique, que ce soit sur le conflit israélo-palestinien, la guerre au Yémen ou le programme nucléaire iranien, était resté relativement modeste eu égard au poids géopolitique du pays. En jouant désormais les médiateurs entre Saoudiens et Iraniens, Pékin prend aussi le risque de s'exposer à des critiques nouvelles. Si la mise en œuvre de l'accord venait à se compliquer, en particulier si Riyad accusait Téhéran de ne pas respecter ses engagements, les diplomates chinois se retrouveraient en première ligne.

19. S. Kalin, B. Faucon, V. Salam et D. Cloud, « Saudi Arabia, Iran Restore Relations in Deal Brokered by China », *Wall Street Journal*, 10 mars 2023, disponible sur : www.wsj.com.

20. « Joint Trilateral Statement by the Kingdom of Saudi Arabia, the Islamic Republic of Iran, and the People's Republic of China », Saudi Press Agency, 10 mars 2023.

21. « China Supports Middle East countries in Upholding Strategic Independence, Foreign Minister Says », Reuters, 6 avril 2023, disponible sur : www.reuters.com.

Téhéran, Pékin et le nouvel espace régional

S'il faut donc encore rester prudent sur l'application de l'accord, la médiation chinoise ouvre la voie à une reconfiguration de l'espace régional dont le régime iranien pourrait être le premier bénéficiaire. Depuis des années, Téhéran affirme vouloir négocier directement avec ses voisins du Golfe persique sans interférence des États-Unis, considérant que la politique de Washington dans la région ne fait qu'inciter à l'escalade. Non seulement l'intervention de Pékin permet à Téhéran de regagner en légitimité internationale, mais elle donne du crédit à la thèse iranienne d'une marginalisation des États-Unis au Moyen-Orient. Comme le résume l'analyste iranien Amir Ali Abolfath, vu de Téhéran, « des relations renforcées entre l'Arabie Saoudite et la Chine servent les intérêts de l'Iran si cela conduit à une réduction de l'influence américaine en Arabie Saoudite²² ».

Ce qui se joue est donc la remise en cause de l'architecture de sécurité promue par les États-Unis au Moyen-Orient. Au cours de ces dernières années, Washington a œuvré pour l'établissement de nouvelles relations entre les acteurs locaux à travers les accords d'Abraham, le forum du Néguev ou encore la minilatérale « I2U2 » regroupant Israël, l'Inde et les EAU. L'intervention chinoise dans le jeu vient perturber cette dynamique. Elle

relativise la centralité américaine dans l'ensemble du processus, fragilise la position israélienne à l'égard des pays du Golfe et, inversement, renforce celle de l'Iran. Cette politique s'inscrit dans une approche assez cohérente de la Chine, en Afrique ou au Moyen-Orient, qui promeut un ordre régional en mettant l'accent sur quelques principes clés tels que la souveraineté et la non-ingérence, et aboutit surtout à une mise à l'écart des États-Unis²³. On retrouve la même rhétorique du côté iranien : dans un article publié pour le *People's Daily* – journal du PC chinois – le président Raïssi affirme l'attachement commun aux deux pays pour leur opposition à « l'hégémonie et l'unilatéralisme²⁴ ».

L'autre enjeu autour de la médiation chinoise porte sur l'impact de celle-ci sur les rapports de force entre les acteurs locaux. Les plus préoccupés sont ici les Israéliens. À

Tel Aviv et Jérusalem, le premier ministre Netanyahu et ses prédécesseurs Naftali Bennett et Yair Lapid se sont renvoyé la responsabilité de ce qu'ils voient comme un « échec » diplomatique pour l'État hébreu, mais ont exprimé de façon unanime leur vive inquiétude

Le processus de réconciliation saoudo-iranien fragilise l'idée d'une convergence de vues entre Israël et les États du Golfe.

22. Cf. la publication sur Twitter, disponible sur : www.twitter.com.

23. D. Murphy, *China's Rise in the Global South: The Middle East, Africa, and Beijing's Alternative World Order*, Stanford, Stanford University Press, 2022.

24. « Old Friends the Best Partners for Bright Future/Iran, China Friends in Difficult Situations », Official Website of the President of the Islamic Republic of Iran, 13 février 2023, disponible sur : www.president.ir.

face à une décision qui semble légitimer la politique régionale iranienne²⁵. Le processus de réconciliation saoudo-iranien fragilise l'idée d'une convergence de vues entre Israël et les États du Golfe quant à la menace iranienne, alors même que les tensions entre Téhéran et Jérusalem ne cessent de grandir. L'accord pourrait aussi mettre à mal la perspective d'une reconnaissance d'Israël par l'Arabie Saoudite, objectif ultime de Benjamin Netanyahu. On peut toutefois nuancer le lien supposé entre les deux dossiers : l'accord avec l'Iran ne répond pas à une logique d'alignement sur un bloc iranien contre un bloc israélien, mais plutôt à la volonté saoudienne d'entretenir des relations coopératives avec l'ensemble de ses voisins.

Enfin, la dynamique enclenchée par l'accord de mars dernier alimente les spéculations sur un axe formé par l'Iran, la Chine et la Russie. Ce rapprochement trilatéral s'est accéléré depuis la présidence Trump, au cours de laquelle les trois pays ont régulièrement accusé les États-Unis d'exacerber l'instabilité au Moyen-Orient. Leur proximité se traduit par une coopération accrue, qui pourrait bénéficier de l'élan offert par l'accord négocié par Pékin entre l'Arabie Saoudite et l'Iran. L'aide militaire iranienne apportée à Moscou dans le conflit ukrainien est une première manifestation de cette dynamique. En retour, l'Iran aurait entamé, selon le magazine *Politico*, des négociations avec la Russie et la Chine pour réapprovisionner les composants nécessaires à la propulsion de ses missiles balistiques²⁶.

On ne doit cependant pas surestimer à la fois le niveau d'intégration des politiques des trois États et leur capacité à façonner l'architecture de sécurité régionale au Moyen-Orient. Les relations entretenues par Téhéran avec les deux puissances ne s'apparentent pas à une alliance, mais tout au plus à des partenariats de circonstance. Les trois pays s'accordent cependant sur une même vision du Moyen-Orient qui marginaliserait l'influence américaine²⁷, et disposent aujourd'hui d'une capacité de nuisance qui pourrait freiner les initiatives américaines et israéliennes (accords d'Abraham, I2U2, forum du Néguev) de ces dernières années.

Conclusion

L'accord saoudo-iranien de mars 2023 ne mettra pas nécessairement un terme à la profonde rivalité entre les deux pays. Kirsten Fontenrose, ancienne conseillère de l'administration Trump, remarque ainsi qu'il s'agit moins d'un partenariat que d'un « pacte de non-agression²⁸ ».

25. « Netanyahu Blames Former Government, Biden, for Saudi-Iranian Rapprochement », *Haaretz*, 10 mars 2023, disponible sur : www.haaretz.com.

26. M. Karnitschnig, « Iran in Secret Talks with China, Russia to Acquire Sanctioned Missile Fuel », *Politico*, 12 avril 2023, disponible sur : www.politico.eu.

27. N. Grajewski, « An Illusory Entente: The Myth of a Russia-China-Iran "Axis" », *Asian Affairs*, vol.53, n° 1, 2022, p.164-183.

28. « Experts React: Iran and Saudi Arabia Just Agreed to Restore Relations, with Help from China. Here's what that Means for the Middle East and the World », *Atlantic Council*, 10 mars 2023, disponible sur : www.atlanticcouncil.org.

Néanmoins, la médiation chinoise reflète une accélération de l'intervention de Pékin dans les affaires de la région. Elle peut contribuer à renforcer la position de l'Iran dans le jeu moyen-oriental et constitue un vrai défi pour Washington, tant elle remet en cause le traditionnel leadership diplomatique américain dans la zone. À court terme, elle pourrait donner raison aux acteurs locaux qui souhaitent prendre leurs distances avec les États-Unis et enrayer la mécanique des projets américains en matière d'architecture de sécurité. En d'autres termes, l'analyse du partenariat sino-iranien permet de saisir comment l'enjeu véritable des politiques menées par Pékin au Moyen-Orient n'est pas de savoir si cette expansion peut mener à un conflit dans la zone entre les États-Unis et la Chine. Il s'agit plutôt de mesurer combien la compétition entre les deux grandes puissances influe sur les rapports de force locaux et risque, *in fine*, d'ajouter de l'instabilité à la région.

Jean-Loup Samaan est senior research fellow au Middle East Institute de la National University of Singapore, chercheur associé au programme Turquie contemporaine et Moyen-Orient de l'Ifri ainsi que non-resident senior fellow à l'Atlantic Council.

Comment citer cette publication :

Jean-Loup Samaan, « L'Iran, grand gagnant de la politique chinoise au Moyen-Orient », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 6 mai 2023.

ISBN : 979-10-373-0724-8

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Ifri, 2023

Couverture : © Iranian President Office/UPI/Shutterstock



27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 – France

lfri.org

